



Le gouvernement a réuni ce mardi à Bercy les directeurs des finances publiques, les procureurs généraux et les procureurs de la République pour faire le point sur les nouvelles mesures de lutte contre la fraude et l'évasion fiscales. Lors de cette réunion, Michel Sapin, le ministre des Finances, a insisté sur la nécessité de protéger les lanceurs d'alerte qui permettent de mettre au jour des fraudes de grande ampleur.

Source de recettes importantes pour les finances publiques, puisqu'elle a permis à l'Etat de récupérer 10,4 milliards d'euros en 2014, la fraude et l'évasion fiscales font désormais l'objet d'une traque de la part du gouvernement.

A Bercy ce mardi 15 décembre, Christiane Taubira, la ministre de la Justice et Michel Sapin, le ministre des Finances, ont réuni les directeurs des finances publiques, les procureurs généraux et les procureurs de la République pour favoriser les échanges et, s'il en était besoin, mobiliser les troupes.

Après avoir fait un point sur les avancées permises par la loi du 6 décembre 2013 relative à la lutte contre la fraude fiscale et la grande délinquance économique et financière, et par la loi organique, du même jour, qui a créé le procureur de la République financier, les deux ministres ont insisté sur la nécessité de faire progresser la transparence financière internationale...